

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 86 (1994)

Artikel: Quand les grands sujets font peur...
Autor: Monnerat, Roger
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-386461>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 25.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Quand les grands sujets font peur...

Roger Monnerat*

Pour le numéro d'avril 1991 des cahiers «Merian» consacré à la Suisse, on m'a demandé d'écrire quelque chose à propos de l'économie suisse. J'ai alors profité de l'occasion pour mettre une sensation au premier plan: depuis 1980, des entreprises suisses produisent plus à l'étranger que l'industrie d'exportation fabrique en Suisse. Une nation traditionnellement exportatrice s'est transformée en «Nation produisant à l'Extérieur».

La Suisse est le premier pays à avoir réussi cela et se situe ainsi à la pointe d'une tendance globale dont la conséquence principale est que des sites nationaux perdent de leur importance face à l'organisation interne des groupes économiques. Le critère de la proximité du marché est devenu déterminant, une évolution encore accentuée par l'introduction de la production «lean» (dégraissée). De tels processus de mutation n'apparaissent généralement, dans la discussion syndicale, que de façon moralisatrice sous la rubrique «délocalisation vers les pays à bas salaires».

En été 1992, j'ai publié dans la «WoZ» un dossier sur le concept du «développement durable» tel qu'il est présenté dans le livre «Kurswechsel» (Changement de cap) de Stephan Schmidheiny. Ce que le «Business Council for Sustainable Development» formule est déterminant à trois égards. Premièrement, il reprend une déclaration clé de la discussion menée à gauche sur l'écologie et la politique

de développement: une industrialisation telle qu'elle a été réalisée après la Deuxième Guerre mondiale dans une partie du monde, est impensable à une échelle globale. Deuxièmement, il formule le concept d'une aspiration expresse à diriger, qui anime les multinationales, et ne consacre, troisièmement, pas la moindre réflexion à la nécessaire signification du développement durable dans le domaine social. Les syndicats ont raté l'occasion, offerte par le premier sommet de Rio sur l'environnement, de débattre publiquement avec des dirigeant(e)s de l'économie qui se constituent eux-mêmes en «avant-garde du capital responsable».

L'accent de mon travail en 1991, 1992 et 1993 a été mis sur le thème de la réduction radicale du temps de travail et a consisté en une réflexion critique sur les propositions d'André Gorz. La grève des femmes, les négociations collectives dans la chimie, la non-élection de Christiane Brunner, des interviews avec la conseillère fédérale Ruth Dreifuss, avec Walter Renschler, Paul Rechsteiner et d'autres, l'article de crise dans la convention de la FTMH furent autant d'occasions de discuter ces questions avec des syndicalistes. J'en ai retenu l'impression que la direction syndicale était devenue prisonnière d'une base dont l'intérêt se limite à garantir les acquis. Ce qui ne serait pas si grave, si cette base n'était pas convaincue que l'économie ne peut que se détériorer plus encore, et qu'il ne pouvait plus que s'agir de sauver, pour la retraite, ce qui avait été acquis pendant la haute conjoncture: «Après nous le déluge!».

Il faudrait, dans ces conditions, une discussion interne intense et plus de formation pour créer les conditions permettant à nouveau, dans les luttes

* Rédacteur à la «WoZ»

syndicales, l'essor d'opinions syndicales d'avant-garde dans les questions centrales. Un tel «leadership» syndical est une condition déterminante si l'on veut créer un contre-pouvoir syndical.

Une des questions centrales concerne les réductions radicales du temps de travail afin de dépasser les rapports indignes de dépendance entre hommes et femmes, et pour empêcher, face à l'automatisation croissante, une division supplémentaire de la société.

Une autre question centrale est de savoir quelle valeur les syndicats attribuent au travail sur le plan symbolique. Si l'industrie horlogère ne produit actuellement plus ces miracles de la mécanique de précision mais des montres jetables, si une fonderie d'acier telle que «von Roll» vend la tonne d'acier pour armer le béton entre 500 et 700 francs, donc moins cher que le produit du fabricant de chewing-gum, alors le travail – dans le cas de la fonderie d'acier, le danger que représente le travail – apparaît sous un autre jour.

Charles-Ferdinand Ramuz a écrit quelque part que tout le monde philosophait parce que «ça» pensait constamment en eux. Ne serait-ce que pour cette raison, les syndicats doivent aussi avoir quelque chose à dire à propos des «sujets importants».